



Déclaration commune (FSU, FCPE, UNSA, PEEP, CGT, CFTD, SNALC, CGC) lors du CAEN du 23 juin

Nous sommes résolus à **défendre le service public d'éducation pour la réussite de tous**. A l'heure où les inégalités scolaires ne cessent de s'aggraver, il est scandaleux que le gouvernement avec d'autres ose prétendre lutter contre l'échec scolaire, l'absentéisme et la violence, tout en continuant à supprimer les moyens éducatifs et pédagogiques nécessaires à un encadrement de qualité, y compris pour les élèves les plus fragiles ou à besoins spécifiques. Tous doivent pouvoir être accompagnés vers la réussite. Il en va d'une certaine conception de l'égalité réelle, qu'un projet de société comme celui de l'éducation se doit d'incarner.

La rentrée 2010 s'annonce catastrophique pour les élèves et les personnels de cette académie. Nous ne sommes pas dupes du tour de passe-passe que vous présentez depuis plusieurs semaines. La réalité est tout autre, vous le savez parfaitement. Les personnels enseignants stagiaires sont comptés dans les équivalent temps plein que vous évoquez avec le ministre régulièrement dans les médias et ne compenseront pas les fermetures de postes et la diminution du nombre de personnels titulaires.

Alors que les premiers arbitrages pour le budget 2011 seront rendus à la fin du mois, le ministre vous a transmis récemment des fiches méthode normalement confidentielles pour supprimer encore davantage de postes entre 2011 et 2013. Les 13 leviers qui y sont présentés ne peuvent qu'interpeller les défenseurs d'un véritable service public d'éducation : augmentation du nombre d'élèves par classe, fermeture des établissements avec moins de 200 ou 300 élèves, appauvrissement de l'offre de formation, diminution de la scolarisation des 2-3 ans, etc...

Ces prochaines mesures sont catastrophiques pour notre système éducatif et tournent le dos à une véritable démocratisation et à l'objectif d'assurer la réussite de tous les élèves. Laisser penser qu'il existe des marges de manœuvre pour supprimer des postes sans effets de dégradation du service public d'éducation, c'est être tout simplement coupé de la réalité des établissements scolaires et sourd face aux interpellations actuelles de tous les acteurs éducatifs.

Nous venons d'apprendre avec stupeur et indignation que vous auriez décidé de mettre deux établissements, le collège La Marquianne et Jules Romain, en classement CLAIR (Collège Lycée Ambition Innovation Réussite), nouveau label annoncé fin avril par le ministre Luc Chatel. Notre académie n'apparaît pas dans un document là encore normalement confidentiel du ministère...comme académie d'expérimentation. Par ailleurs, aucune discussion ni aucun échange n'a eu lieu avec les organisations syndicales des personnels ou avec les représentants des usagers, aucun des deux conseils d'administration n'ont été consultés. Au-delà de ces aspects de forme, nous sommes en désaccord sur le fond car ce n'est pas en imposant des mesures dérogatoires tant pour les personnels que pour les élèves que la situation de ces établissements pourra s'améliorer. Il y a même fort à parier que la disparition annoncée et mise en œuvre de la carte scolaire couplée à ce dispositif aboutissent à vider ces établissements. Nous vous demandons solennellement de surseoir à cette expérimentation.

Nous tenons à l'occasion de ce CAEN à dénoncer, comme chacun a pu le lire sur la banderole déployée devant vos fenêtres, le sort réservé à nos collègues stagiaires qui devront effectuer un service complet devant les élèves sans avoir une réelle formation. Enseigner, c'est un métier qui s'apprend. Ces mesures ont des conséquences désastreuses pour l'ensemble des personnels et sont méprisantes pour les usagers.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui sont convaincus comme nous que l'Etat doit immédiatement cesser de mettre en cause les moyens du service public d'éducation et de mettre en œuvre des contre réformes régressives, à se mobiliser pour combattre avec vigueur et fermeté le tri et la sélection précoce des élèves, l'abandon de fait de la réussite de tous et de la démocratisation du système scolaire.